

**Consultation publique sur la mise en œuvre
de l'obligation de complétude des
déploiements des réseaux FttH mutualisés
pour l'habitat isolé**



Réponse de Manche Numérique

En préambule à la réponse, Manche Numérique souhaite à nouveau affirmer que la construction des réseaux de télécommunication très haut débit représente un défi majeur pour notre pays. Les règles qui fixent les modalités techniques et financières de ce déploiement sont fondamentales et conditionnent sa mise en œuvre pour maintenir la compétitivité de notre pays sur le plan européen et mondial. Il s'agit d'un enjeu sociétal majeur. En effet le déploiement du réseau très haut débit fixe et mobile déterminera un changement profond de la vie quotidienne de nos concitoyens, mais aussi des entreprises et des structures publiques. Le réseau optique est le réseau du XXIème siècle. Toute forme de limitation ou de frein à la mise en place de cette technologie, selon un aménagement harmonieux des territoires creusera les écarts de développement, de croissance et donc de qualité de vie entre les pays. Cette concurrence entre pays est transposable entre milieu urbain et milieu rural à l'intérieur d'un même territoire. Laisser à une échelle infranationale une forme de discrimination, c'est amputer les marges de développement et plus globalement redonner de la vigueur à la polarisation sur les zones urbaines au détriment des zones rurales, alors que dans les vingt années qui viennent de s'écouler, la situation en France tendait à voir les zones rurales regagner en population.

Le développement numérique est donc à la fois un enjeu économique, mais aussi et surtout un enjeu d'aménagement du territoire. Les collectivités vont donc jouer dans cette organisation, une action majeure et déterminante.

Cette action est d'autant plus justifiée que l'équation économique à résoudre en zone non dense passera par la mutualisation des interventions. La collectivité sera donc l'artisan de cette mutualisation en développant un réseau public, ouvert à tous de manière non discriminante, grâce à une mobilisation large de financements. C'est l'objectif dans le cadre des investissements d'avenir. Le croisement des participations publiques entre état, Europe, régions, départements, communautés de communes et communes est la clé des montages financiers publics.

Lorsqu'un Réseau d'Initiative Publique existe, un mode d'organisation entre intervention publique et intervention privée est à définir. Il ne sera plus celui mis en place pour le dégroupage des NRA et la couverture des zones blanches. Le réseau public doit être le support de l'avancée vers le FTTH en partenariat avec les opérateurs et les fournisseurs d'accès. A ce titre, les collectivités se sont vu reconnaître une compétence par la loi, d'abord par le L 1425-1, mais aussi plus récemment dans le cadre de la loi Pintat avec la définition des Schémas Directeurs d'Aménagement Numérique. Ces documents ont une valeur indicative, ils donnent les orientations stratégiques et de programmation du déploiement du très haut débit dans les territoires. Ils sont aussi les outils de la concertation avec l'état et les opérateurs qui peuvent apporter une contribution à leur définition. Ce document et ses prolongements doivent être les moyens de la concertation entre les acteurs.

Le cadre réglementaire a permis de définir plusieurs zones d'intervention, la zone très dense où les opérateurs sont les acteurs majeurs et la zone moins dense où l'on distingue deux sous ensembles, les secteurs retenus par les opérateurs suite à l'AMII (Appel à Manifestation d'Intérêt d'Investissement) et par différence les parties du territoire qui reste en responsabilité des collectivités là où l'intérêt des opérateurs ne s'est pas porté.

Le cadre réglementaire a bien distingué ces deux zone (dense et moins dense) par des dispositifs qui leur sont particuliers. Or une des règles est commune, qui concerne le délai de déploiement des zones arrière des points de mutualisation.

Selon la décision n° 10-1312 de l'ARCEP, la zone arrière d'un PM doit être déployée dans un horizon de 2 à 5 ans.

Cette demande de complétude a été mise en place lors de la définition du cadre Réglementaire en zone très dense. Elle est justifiée pour les opérateurs privés, qui raisonnent en termes de rentabilité économique. Elle est une garantie pour les collectivités de voir le déploiement se réaliser sur leur territoire dans de bonnes conditions de délai.

Cette règle est beaucoup moins évidente en zone non dense pour un certain nombre de raisons que nous allons présenter.

La première raison est simplement technique, en zone très dense, le point de mutualisation est très en aval dans le réseau, assurer sa complétude est donc économiquement un enjeu moins prégnant que dans la zone non dense où le point de mutualisation est beaucoup plus en amont, avec des coûts de déploiement beaucoup plus importants du fait de la longueur des lignes pour desservir les clients finaux. C'est particulièrement une réalité dans les zones rurales dotées d'un habitat diffus où la somme des dessertes à réaliser demande un kilométrage de réseau considérable.

Dans la zone non dense, les secteurs qui posent problème sont le plus souvent de la responsabilité des collectivités, là où l'équation économique n'est pas au rendez vous pour intéresser les opérateurs.

La réalisation du réseau préparée dans le cadre des SDAN, soit à l'échelle départementale, soit à l'échelle régionale, va être analysée en fonction de différents critères objectifs :

- L'indispensable phasage du déploiement dans le temps, pour permettre la mobilisation des financements croisés et la mise en place des ressources humaines et techniques pour réaliser ce grand chantier, mais aussi pour favoriser une migration progressive entre le DSL et le FTTH.
- Le respect d'un équilibre territorial en permettant d'apporter le très haut débit au plus grand nombre de secteurs. La définition de la temporalité du déploiement sera

analysée en partenariat avec les communautés de communes, dont la capacité à financer sera un élément déterminant. En fonction de l'appétence des collectivités, le déploiement se réalisera plus ou moins rapidement, mais on peut imaginer que chaque EPCI, au moins dans la première tranche, soit concerné sur la zone où il y a présence de services publics, d'entreprises et d'habitat.

- Le coût du déploiement sera le troisième facteur, pour respecter un équilibre entre le nombre de prises raccordées et l'intérêt des opérateurs à acheter ces prises.
- Le quatrième facteur est la réalisation dans le cadre du projet d'opérations de montée en débit significatives qui apportent un service de bon niveau sur les zones qui devront attendre le FTTH.
- Le dernier facteur est l'intérêt des clients à migrer, dans le département de la Manche nous proposerons aux opérateurs de réaliser des enquêtes avant la construction du réseau pour favoriser la vente en l'état futur d'achèvement.

Cette réflexion nous amène à conclure que la complétude des points de mutualisation sera difficile et ne pourra se réaliser dans les cinq premières années du programme, dans la mesure où nous aurons très certainement à nous mobiliser « sur les zones denses des zones non denses », en clair les secteurs d'habitat aggloméré des communautés de communes. Nous traiterons dans un deuxième temps les secteurs où les prises sont les plus chères, sauf exception. Par ailleurs, nous serons dans l'obligation d'apporter des réponses à chacun des membres de Manche Numérique, soit l'ensemble des intercommunalités départementales, ce qui nous imposerait de réaliser l'intégralité des déploiements de tous les PM de la Manche sous 5 ans.

Manche Numérique a depuis 2008 engagé des déploiements sur les agglomérations de Cherbourg et Saint-Lô. Au-delà des ces 36 000 premières prises (dans le cadre de la DSP Manche Télécom), le déploiement FTTH sur l'ensemble des 300 000 lignes du département est prévu de façon progressive, sur une quinzaine d'années (à raison globalement de 124 000 lignes à échéance 2017 puis 73 000 lignes supplémentaires pour 2022 et enfin le solde de 64 000 lignes à horizon 2027. Le schéma directeur adopté par les élus de la Manche en juin 2011 fixe à cet égard, les conditions techniques et financières de déploiement.

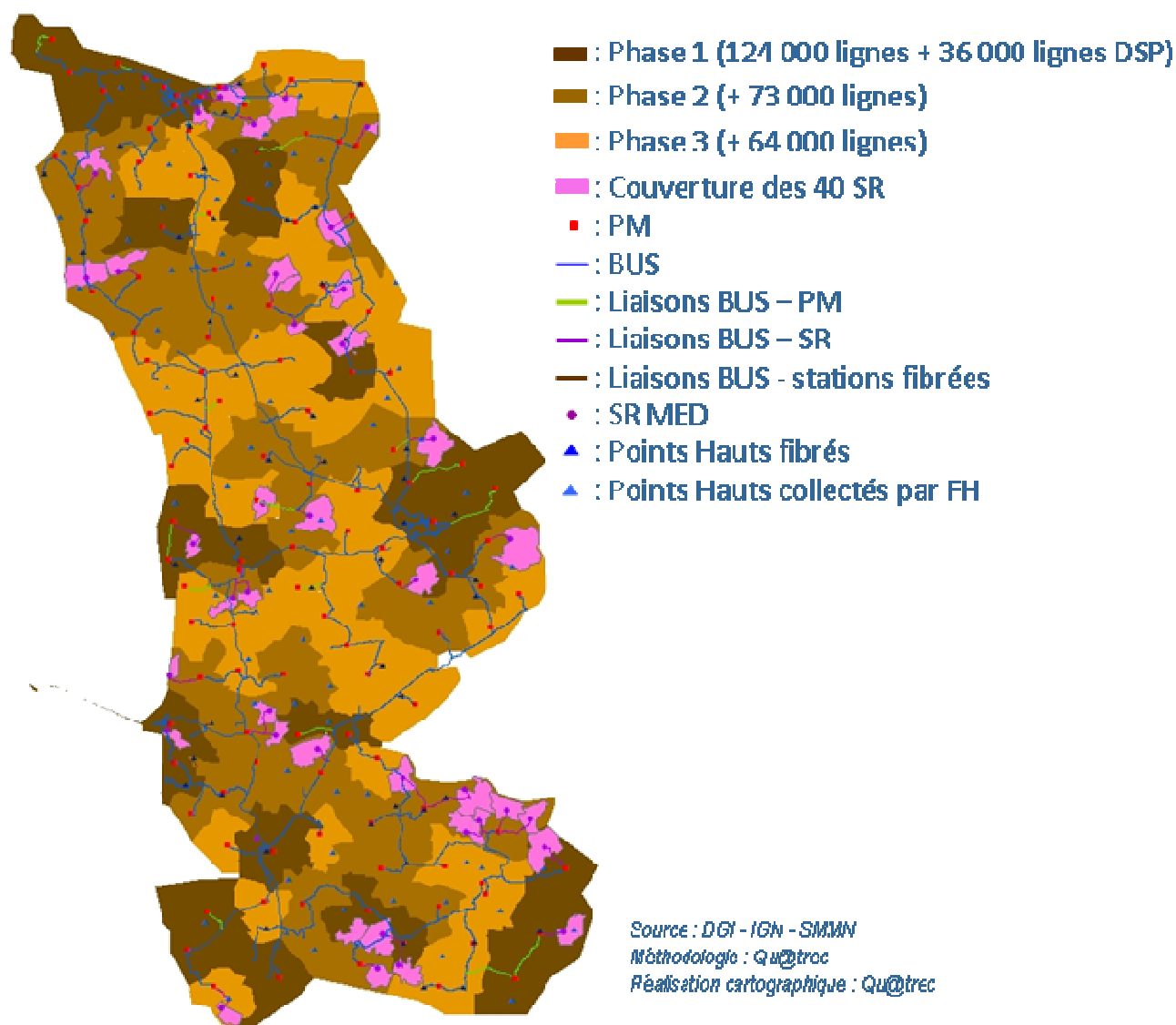
Le premier objectif d'un réseau d'initiative publique n'est pas la rentabilité financière ou économique, il vise à un aménagement optimisé de son territoire, tout en restant attaché à une utilisation avisée des deniers publics.

Nous avons donc travaillé autour de deux simulations. La première étudie le déploiement sur des PM complets. La seconde prend en compte les critères exposés plus haut, avec un déploiement progressif sans couverture rapide des zones arrière des points de mutualisation.

Un 1^{er} planning de déploiement par PM complet correspondant à ces 3 échéances (5, 10 et 15 ans), est représenté sur la carte ci-après.

Ce phasage présente l'inconvénient de ne pas répondre à l'objectif principal de la collectivité qui est une couverture harmonieuse de son territoire.

Il offre à certaines zones une couverture immédiate et complète alors que les territoires voisins sont uniquement desservis par la montée en débit et ce de manière durable. Cette forme de manichéisme est tout simplement impossible à mettre en œuvre sur le plan des arbitrages et offrira le visage d'un territoire coupé en deux, l'un disposant des meilleurs services et le second devant attendre de longues années pour obtenir le déploiement du réseau optique.



Seconde hypothèse, le déploiement se réalise sans assurer la complétude des PM. La desserte des 124 000 lignes à horizon 2017 est répartie sur une cinquantaine de zones géographiques, en comparaison à celle d'un déploiement par PM complet qui ne concernerait qu'une dizaine

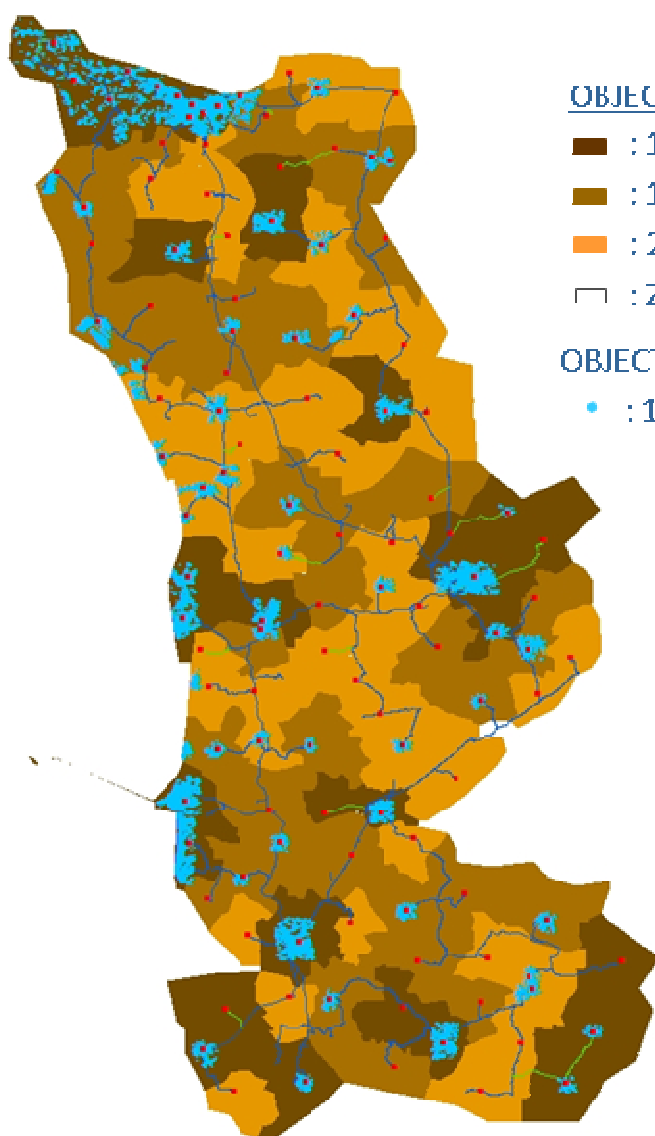
de grandes zones géographiques. Elle permet de concilier les objectifs de la collectivité et du marché en permettant l'accès à des secteurs où la densité de population, d'entreprises et de présence de services publics est une perspective de commercialisation intéressante pour les opérateurs.

Pour prendre en compte un phasage plus différencié qui répondrait mieux aux attentes des collectivités, deux solutions seront possibles :

- Multiplier les points de mutualisation en créant de nouveaux PM, plus petits, autour de la zone dense principale en périphérie du PM initial, mais :
 - o cela ne correspond pas à la décision du régulateur (taille minimale de 1000 lignes par PM retenue dans l'ingénierie de déploiement)
 - o cela n'est pas optimum sur le plan technico-économique.

En termes d'exploitation, la multiplication des points techniques nécessite une gestion fine. Elle a pour conséquence directe d'augmenter les coûts d'exploitation et d'introduire des points de fragilité dans le réseau.

 - o cette architecture défavorise fortement les petits opérateurs
- Faire accepter une durée de déploiement pour la complétude du PM plus longue, pour couvrir les locaux ciblés en priorité (en bleu clair sur la carte ci-après), compte tenu de la mise en place de solutions alternatives de montée en débits (ADSL ou radio)



OBJECTIFS - par PM complets

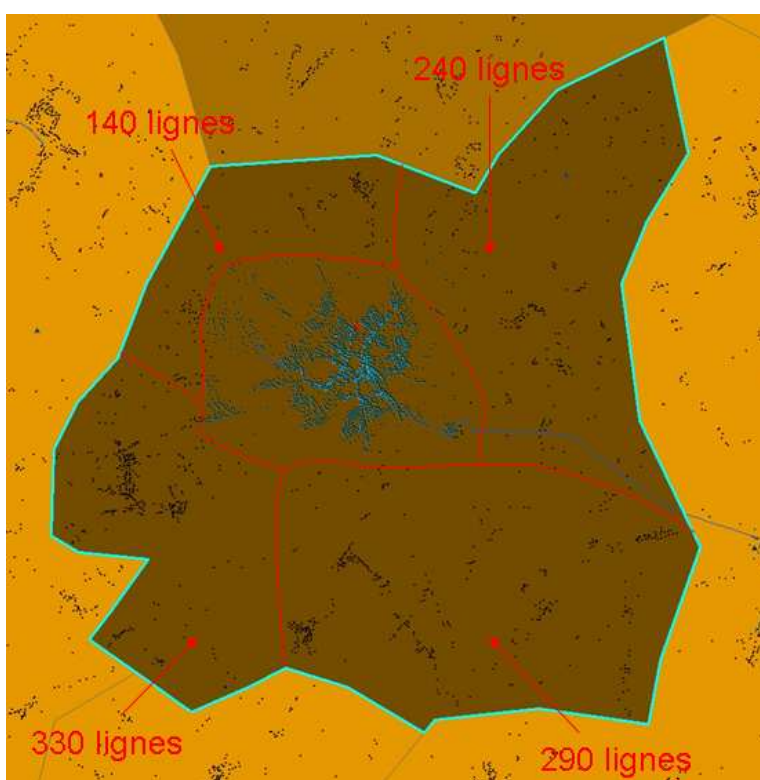
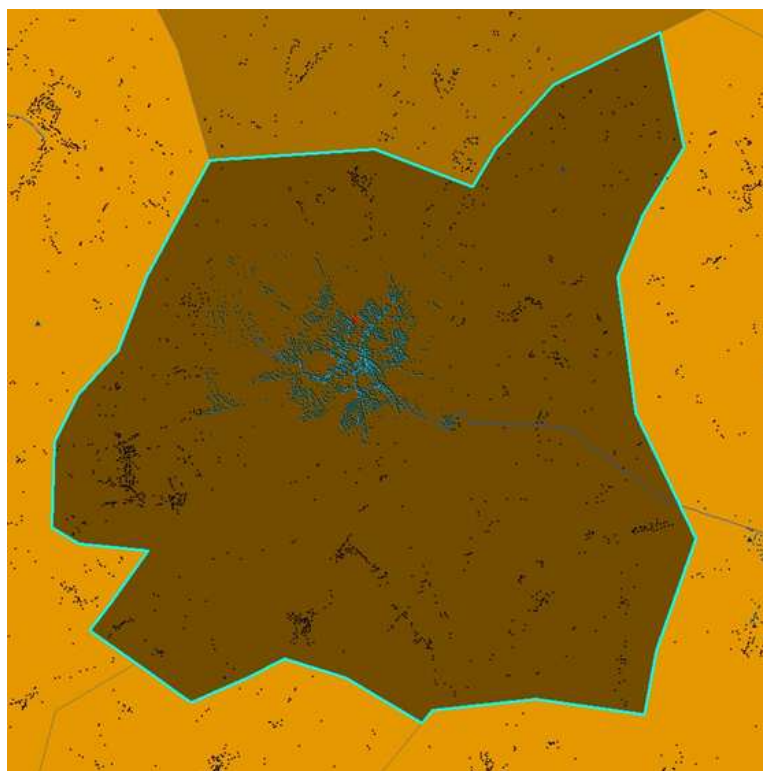
- : 124 000 lignes en 2017 (+ 36 000 lignes DSP)
- : 197 000 lignes en 2022 (+ 36 000 lignes DSP)
- : 261 000 lignes en 2027 (+ 36 000 lignes DSP)
- : Zone arrière de PM

OBJECTIFS – Déploiement vu par la collectivité

- : 124 000 lignes en 2017 vus par la collectivité

Les schémas ci-après (exemple 2) illustrent bien la problématique de la création de plusieurs petits PM autour de la zone ciblée avec l'exemple de 1 300 lignes concernées par la ZAPM définie par la collectivité dans une première étape.

Il est tentant de découper artificiellement les poches pour constituer des PM de taille proche des 300 lignes ou moins, pour contourner cette obligation de complétude de PM de 1300 lignes. Il est facile de recourir à un tel artifice. Nous nous y refusons.



Dernier argument, nous avons mené les études d'ingénierie du réseau FTTH sur une partie de notre département. Nous prenons l'exemple de la communauté de communes de Saint Hilaire du Harcouet (voir le Power Point joint). Les résultats confirment les problématiques que nous venons d'exposer. Le coût des prises en milieu rural est particulièrement important et un faible pourcentage des habitations (44%) à desservir représente près de 69% des investissements. Le phasage du déploiement se réalisera donc en trois étapes (3x5 ans) comme prévu dans le cadre du Schéma directeur, d'abord le premier périmètre permettant d'offrir un service très haut débit à 56% des prises pour un investissement de 4 140 000 €, une deuxième phase pour un montant 4 000 000 € et 28% des prises, et enfin une dernière tranche pour 5 000 000 € pour 16% des prises. Il est donc clair que la complétude des zones arrière des points de mutualisation se réalisera à ce rythme sur une durée de quinze ans pour permettre une modélisation financière et technique progressive.

Par conséquent, la durée pour réaliser la complétude d'une zone arrière de PM doit être ajustée à la réalité territoriale. La règle peut rester les cinq années prévues dans le cadre réglementaire. Le principe pour y déroger ne doit pas s'appuyer sur des définitions techniques qui trouveront en fonction des situations des exceptions. Ces définitions techniques vont ajouter une complexité supplémentaire qui ne sera pas de nature à rendre la mise en œuvre des projets plus fluide.

Manche Numérique considère que la voie de l'efficacité passe par la concertation entre les partenaires. L'outil de cette concertation est le schéma directeur d'aménagement numérique. Aux partenaires, en fonction du schéma, de fixer la temporalité des déploiements et leur modalités. En effet la réalité des déploiements et leurs modalités pourront varier d'un territoire à l'autre. Seule la concertation permettra de prendre en compte cette réalité, concertation entre les collectivités et les opérateurs qui verra son aboutissement après un porté à connaissance des modalités de déploiement. Un document de référence préparé par L'ARCEP pourrait faciliter ces échanges.

En cas de désaccord, les propositions pourraient être étudiées et soumises à l'arbitrage de la CCRANT, et in fine de l'Arcep.

La stratégie de la collectivité et la vision des opérateurs seraient de cette manière pris en considération avec un arbitrage possible de l'état, via le préfet de région et L'ARCEP. Cette réflexion pourrait d'ailleurs être globale et concerner à la fois les zones AMII et les secteurs où la collectivité a la responsabilité du déploiement.